

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

(Division des relations du travail)

Dossier : 121068
Cas : CM-2002-4776

10 JUL. 2009

Référence : 2009 QCCRT 0297

Montréal, le 9 juillet 2009

DEVANT LE COMMISSAIRE : **Guy Roy, juge administratif**

Ken Pereira

Plaignant

c.

Mécanicien Industriel Millwright - Local 2182

Intimé

DÉCISION

[1] Le 27 juin 2005, Ken Pereira (le plaignant), dépose une plainte en vertu de l'article 124 de la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.). Il allègue que son employeur, Mécanicien Industriel Millwright - Local 2182 (le Local), l'a congédié le 3 juin 2005 sans cause juste et suffisante.

[2] Il est admis que toutes les conditions d'ouverture du recours sont présentes. Le point en litige porte exclusivement sur la qualification de la fin d'emploi. L'intimé prétend qu'il s'agit d'un licenciement tandis que le plaignant soutient qu'il n'y a pas de preuve de difficultés économiques et qu'il s'agit d'un prétexte pour se départir de lui.

REMARQUES

[3] Dans le présent dossier, les parties ont fait leur preuve et plaidoirie devant un autre juge administratif que le soussigné. Durant son délibéré, des événements publics impliquant le plaignant et une connaissance du juge administratif ont été portés à l'attention de ce dernier. Immédiatement, il a avisé les parties qu'il connaissait bien cette personne et a vérifié si celles-ci considéraient qu'il avait toujours l'aval pour rendre une décision. Il a été convenu qu'il serait préférable pour l'intérêt de la justice qu'un autre juge administratif soit assigné au dossier.

[4] Le 14 mai 2009, le soussigné a été désigné au dossier. Après avoir pris connaissance de la preuve, le soussigné a procédé à une conférence téléphonique. Lors de cette conférence tenue le 3 juin, les parties ont convenu qu'il n'était pas nécessaire de refaire toute la preuve et que le soussigné pouvait se fier aux notes sténographiques des audiences et écouter les enregistrements des audiences, si nécessaire. Cependant, les parties ont voulu plaider de nouveau devant le soussigné. C'est ce qu'elles ont été en mesure de faire le 29 juin 2009.

LES FAITS

LE CONTEXTE EN 2003

[5] Le Local est un syndicat accrédité qui œuvre principalement dans le domaine de la construction. Ce syndicat représente environ 1 300 membres qui exercent le métier de mécanicien industriel (aussi appelé mécanicien de chantiers). Il est affilié au Conseil provincial des métiers de la construction (CPQMC).

[6] En 2003, la structure du Local est constituée d'un gérant d'affaires, Réjean Mondou, d'un représentant à la gestion des avantages sociaux, de l'assurance médicaments, l'assurance-emploi et de la caisse de retraite, René Mathieu, de trois agents d'affaires et de deux secrétaires.

[7] Claude Gagnon, Bruno Imbeault et Patrick Beauchesne sont les agents d'affaires. Monsieur Gagnon couvre la région du Montréal métropolitain, monsieur Imbeault a le Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Gaspésie et Baie-James, monsieur Beauchesne s'occupe des régions de Québec, Mauricie, Estrie, Outaouais. Ils surveillent les possibilités d'emploi, négocient des ententes avec des employeurs et font appliquer la convention collective.

[8] Le Local fait de la référence de personnel sur les contrats ou chantiers. Cette responsabilité revient aux agents d'affaires.

[9] Le plaignant est mécanicien de chantier et depuis l'an 2000 occupe l'un des trois postes de syndic du Local. À ce titre, il siège alors au comité exécutif du Local. Le temps consacré à ces tâches est mince, il continue de travailler sur les chantiers.

L'EMBAUCHE D'UN NOUVEL AGENT D'AFFAIRES

[10] En 2003, le Local procède à l'embauche d'un nouvel agent d'affaires pour la région de Montréal. Monsieur Mondou initie ce projet. Les motifs à l'appui de cette décision sont donc de donner plus de services aux employeurs et aux membres et en même temps d'augmenter la visibilité et la présence du Local sur les lieux de travail.

[11] Il croit qu'une personne attitrée au bureau pour répondre aux appels des entrepreneurs améliorerait le service et, par le fait même, que cela amènerait plus d'heures pour les membres qui exercent dans la grande région de Montréal métropolitain. La charge de travail de monsieur Gagnon est importante, ce nouvel apport de personnel devrait l'aider à améliorer le service envers les entrepreneurs de la région et par ricochet déboucher sur une augmentation d'heures de travail pour les membres.

[12] Monsieur Mondou connaît le plaignant depuis 1985. En 2003, ce dernier, en plus d'être syndic du Local, est gérant de projet pour la compagnie Norpak au moment où monsieur Mondou l'approche pour lui demander si le poste d'agent d'affaires pour le Local 2182 l'intéresse. Selon le plaignant, la création du poste vient du fait que monsieur Gagnon est débordé de travail.

[13] Il accepte, mais il ne peut pas laisser immédiatement son travail chez Norpak. Monsieur Mondou convient alors de le laisser travailler l'équivalent de deux jours par semaine comme gérant de projet et le reste de la semaine comme agent d'affaires. Le 4 mai 2003, marque le début de l'emploi du plaignant.

[14] Il déclare que ses fonctions, à titre d'agent d'affaires, sont de représenter le métier et de faire de la référence de main-d'œuvre. Lors de son contre-interrogatoire, il niera avoir été engagé pour faire de la référence de main-d'œuvre

[15] Au début, monsieur Mondou lui mentionne qu'il doit absolument connaître « *le board* ». Il s'agit en fait de connaître la méthode utilisée pour faire de la référence de main-d'œuvre.

[16] Le plaignant déclare que monsieur Mondou lui aurait dit qu'il allait avoir la région de Montréal à part entière avec monsieur Gagnon. Monsieur Mondou nie cette affirmation, il soutient plutôt que le plaignant a été engagé pour faire de la référence de main-d'œuvre.

LE CONTEXTE EN 2004-2005

[17] Selon monsieur Mondou, la nouvelle répartition des tâches dégage monsieur Gagnon de certaines tâches administratives et lui permet d'être plus sur le terrain. Cette nouvelle façon de faire a contribué à donner l'illusion qu'il y avait une augmentation d'heures de travail pour les membres, sauf qu'avec le temps et les mois passés il s'est avéré qu'il n'y a pas eu les résultats escomptés. Il n'y a pas eu d'augmentation significative d'heures.

[18] Bien qu'il ne possède pas de données statistiques, il affirme que les heures de travail des salariés baissent. Pour lui, la petite taille de l'organisation fait en sorte qu'il est près des salariés. Vers la fin de l'année 2004, des membres lui ont laissé savoir que leur assurance-emploi est terminée, qu'ils n'avaient plus de revenu. En raison des fermetures d'usines, il n'y a pas eu de référence de personnel.

[19] Le plaignant affirme que graduellement les visites de chantiers cessent. Selon lui, monsieur Mondou lui a retiré ces tâches-là. Dans les six derniers mois de son travail, il ne se rendait plus sur les chantiers.

[20] Quant à lui, le plaignant est d'avis qu'au cours des deux années, les activités de travail pour la région de Montréal ont augmenté. Cependant, il ne sait pas si cela s'est traduit par une augmentation d'heures pour les membres, mais pour lui, il y avait de l'ouvrage en masse pour deux personnes, lui et monsieur Gagnon.

[21] Monsieur Mondou pense le contraire. Il prend conscience de la situation au cours de l'année 2004 qu'il n'y a pas assez de travail pour occuper le plaignant cinq jours par semaine. Il fait aussi certains ajustements en cours de l'année. Il abolit le contrat pour le téléphone cellulaire du plaignant. Puisque sa tâche principale consiste à faire de la référence de main-d'œuvre au bureau, les gens peuvent le rejoindre au bureau ou sur son téléavertisseur. Monsieur Mondou reconnaît que le plaignant a éprouvé certaines difficultés avec un téléavertisseur qui s'est avéré défectueux.

[22] Durant l'année, monsieur Mondou retire l'ordinateur au plaignant. Selon lui, il est inutile d'avoir un ordinateur pour un agent d'affaires au Local. Le travail de référence de main-d'œuvre est fait manuellement avec des fiches qui sont fixées sur le mur. Au besoin, le plaignant peut utiliser un des ordinateurs qui est disponible.

[23] Le plaignant déclare qu'on l'a tranquillement dépouillé de ses outils de travail.

[24] Vers la fin de l'année 2004, monsieur Mondou a une discussion avec le plaignant. Il lui explique que cela n'a rien à voir avec le plaignant personnellement, mais que les résultats envisagés ne se sont pas réalisés. Il affirme que le plaignant lui déclare d'emblée : « *T'sais, Réjean, je le sais, sois à l'aise, je veux pas être un fardeau pour le local.* » Le plaignant déclare n'avoir jamais eu de conversation de cette nature avec

monsieur Mondou, bien au contraire, il a été surpris de l'abolition de son poste, comme nous le verrons plus loin.

[25] Puisque la période des fêtes approche et que la majorité des bureaux dans l'industrie de la construction sont fermés pour deux semaines, il décide de reporter en janvier la décision d'abolir le poste.

Le poste au CPQMC

[26] Au début de l'année 2005, monsieur Mondou reçoit une correspondance du CPQMC, on l'informe de la création d'un nouveau poste d'adjoint pour le directeur du CPQMC. Cette correspondance est adressée à tous les locaux affiliés au CPQMC. Le profil recherché est un gérant d'affaires et/ou un agent d'affaires, mais un membre peut aussi tenter sa chance.

[27] À l'assemblée générale de janvier, monsieur Mondou en fait l'annonce, et ce, afin de vérifier s'il y a des personnes intéressées. Il croit que le plaignant devrait postuler puisque ses heures comme agent d'affaires au Local sont comptées. Dans les jours qui suivent, le plaignant se déclare intéressé par le poste. Monsieur Mondou affirme que le plaignant avait pris conscience que sa mise à pied était imminente. Il requiert copie de son *curriculum vitae* afin de l'acheminer au CPQMC.

[28] Le plaignant affirme plutôt que c'est lors d'un souper dans un restaurant, en présence de messieurs Imbeault, Gagnon et Mathieu, que monsieur Mondou annonce le poste. Ce dernier aurait même déclaré que les dés étaient pipés et que le poste au CPQMC serait déjà attribué à un candidat déjà connu.

[29] Le plaignant déclare qu'il a alors fait la remarque suivante : « *Si on le sait que c'est vrai, pourquoi pas que je devrais pas essayer de faire application puis voir vraiment?* » Il soutient alors qu'il a fait une demande d'emploi pour jouer la « *game* » avec le concours de monsieur Mondou. Celui-ci nie ces allégations, jamais il n'a dit que les dés étaient pipés et il n'a pas été question de jouer une « *game* ». Toutes les personnes présentes au souper corroborent sa version.

[30] Dans les faits, monsieur Mondou reçoit la candidature du plaignant et celle d'un membre du local de la région de Valleyfield. Les deux candidats lui remettent leur *curriculum vitae* qu'il transmet au CPQMC. Le processus de sélection a été long.

[31] Afin de permettre au plaignant d'obtenir le poste, monsieur Mondou reporte la mise à pied. En effet, puisque le profil recherché est un gérant ou un agent d'affaires, il croit opportun de maintenir le statut d'agent d'affaires du plaignant pour lui donner toutes les chances possibles d'obtenir le poste. Il en parle aux autres agents d'affaires qui sont d'accord avec cela.

[32] Monsieur Mondou veut alléger ses dépenses mensuelles de manière à épargner de l'argent pour maintenir le plaignant au Local et ainsi l'aider à obtenir le poste au CPQMC. Il procède à des compressions sur certains de ses bénéfices et ceux des agents. Le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 9 mars énonce : *« Compte tenu moins d'heures de travail qui rentrent au local, on procède à des modifications et coupures sur le plan d'assurance médicament, économie de huit cents dollars (800 \$) par mois. »*

[33] Au printemps, il ne reste que deux candidats en lice. Le plaignant est l'un d'eux. Il affirme que le responsable du CPQMC l'appelle au bureau pour lui offrir l'emploi. Il parle des conditions salariales et du travail à accomplir. Il est question d'un déménagement à Trois-Rivières, le plaignant ne veut pas bouger.

[34] Le plaignant se rend au bureau pour narguer monsieur Mondou, en faisant référence aux dés pipés, il lui dit : *« Écoute, tu vois, je te l'ai dit, c'était pas vrai, c'est pas vrai. »* Les deux célèbrent l'événement.

[35] Monsieur Mondou déclare que ce que raconte le plaignant n'est jamais arrivé.

[36] Selon le plaignant, la réalité le rattrape assez rapidement. Il ne reçoit plus d'appel du responsable du CPQMC, malgré que ce dernier aurait communiqué quotidiennement avec lui durant les derniers jours. Monsieur Mondou a appris qu'une personne autre que le plaignant avait été choisie. Ce dernier reçoit une lettre du CPQMC qui confirme le tout.

[37] À la fin mai ou au début du mois de juin, le plaignant est avisé qu'il n'obtient pas le poste.

ABOLITION DE POSTE OU CONGÉDIEMENT

Une abolition de poste selon le Local

[38] Quelques jours après cette nouvelle, le plaignant soutient que monsieur Mondou l'avise que *« quelqu'un va se faire layoffer ici dans le bureau »*. Une rencontre est prévue pour le vendredi qui suit. Il ne pose pas de question.

[39] Le vendredi matin, la rencontre a lieu vers 10 h. Monsieur Mondou convoque dans la salle de conférence messieurs Mathieu, Gagnon et le plaignant. Monsieur Mondou, le regarde, s'adresse à tout le monde et dit : *« Pour des raisons financières Ken, ton poste va être aboli. »* Il poursuit : *« Regardez, comme je vous ai parlé, monétairement, ça va pas bien, ça fait deux, trois mois qu'on roule dans le rouge, pour X raisons, puis on va abolir ton poste. »*

[40] Le plaignant affirme que monsieur Mondou déclare que le Local travaillait un peu dans le « rouge » qu'il l'avait gardé en poste pour un autre six mois en raison du fait qu'il avait postulé au CPQMC. Monsieur Mondou déclare que le nombre d'heures travaillées par les membres du Local a baissé entre 2003 et 2005. Le plaignant soutient que c'est seulement quelques jours avant la rencontre que pour la première fois, monsieur Mondou lui a parlé de difficultés financières du Local, mais jamais de l'abolition de son poste.

[41] Le plaignant se dit surpris de cette annonce. Jean-Pierre Groulx, mécanicien industriel de chantier et ancien président de l'exécutif du Local, déposé les états financiers de la période en cause. Il n'y a pas de déficit pour l'année financière 2004 et celle de 2005.

[42] Le plaignant considère le Local comme une famille. Monsieur Mondou était un ami, il aurait dû le lui dire avant ou l'avertir que le poste pourrait être aboli un jour. Personne d'autre n'a fait de commentaire.

[43] Par contre, le plaignant a bien entendu des rumeurs à cet effet, mais jamais monsieur Mondou ne lui a dit. En effet, le vice-président du Local, Douglas Morris, lui a raconté avoir validé auprès de monsieur Mondou la rumeur de l'abolition du poste du plaignant. Ce dernier lui mentionne : « *Je pense que je vais abolir son poste pour manque d'argent, ou manque de finances.* »

[44] Monsieur Mondou réfute ces affirmations. La question de l'abolition de poste a été abordée à quelques reprises avec le plaignant. Monsieur Gagnon se rappelle avoir été présent lors d'une conversation durant laquelle monsieur Mondou a dit au plaignant qu'il y aurait une mise à pied, parce que l'ouvrage avait baissé. Il s'est exprimé en ces termes : « *Ken, je vais te... je vais te slacker, je vais te mettre à pied.* »

[45] Deux à trois jours avant le dernier jour de travail, c'est monsieur Mondou qui annonce la nouvelle au plaignant : « *Écoute, j'ai fait tout qu'est-ce qui était humainement possible pour te donner les chances d'avoir une autre fonction, mais là, ça a pas fonctionné. Ton emploi ici, il va se terminer vendredi.* »

[46] Pour monsieur Gagnon, l'abolition du poste était prévisible, la charge de travail baissait. Au printemps, monsieur Mondou trouve qu'il y a moins de « *calls* » au bureau, qu'il y a moins de travail et que cela se traduirait éventuellement en une mise à pied.

[47] Par ailleurs, monsieur Mondou soutient que le plaignant a réagi correctement à l'annonce de l'abolition du poste, et ce, parce qu'il savait depuis longtemps que les fonctions qu'il occupait étaient pour être abolies. Le plaignant a terminé le vendredi 3 juin 2005. Ce vendredi-là, monsieur Mondou va manger avec le plaignant, René

Mathieu et Claude Gagnon sont aussi présents. L'atmosphère est bonne, il s'agit d'un dîner de départ.

[48] Le plaignant met en doute les problèmes financiers du Local et questionne longuement la subvention qu'il reçoit de la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique, avec laquelle le Local est affilié. Depuis quelques années, le Local reçoit annuellement une subvention de plus de 100 000 \$. Selon le plaignant, en raison de cette subvention, le Local doit engager des « *organizers* », ce qu'il n'a pas fait.

[49] Monsieur Mondou explique que dans la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique il y a deux divisions, l'Américaine et la Canadienne. Le document pour la subvention est rédigé en anglais pour l'ensemble de l'Amérique du Nord. Aux États-Unis comme dans certaines provinces du Canada, les gens qui ont le titre « *organizers* » se promènent pour couvrir les chantiers, pour syndiquer les salariés qui ne le sont pas déjà. Au Québec, personne n'a le titre « *organizers* ». Il s'agit d'une contribution de la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique, elle apparaît aux états financiers du Local.

Un congédiement selon plaignant

[50] Lors de son témoignage, le plaignant déclare qu'il a été congédié. Pour étayer sa prétention, il fait état d'événements qui se sont déroulés avant et durant son embauche. Ces événements ont joué un rôle déterminant dans la décision prise par le Local. Il aborde quatre thèmes; son rôle de syndic, sa popularité, le congrès de Las Vegas et finalement, les signes avant-coureurs du congédiement.

Le plaignant dans son rôle de syndic

[51] Le plaignant relate avoir été un des trois syndics du Local pendant trois ans. Il doit vérifier les livres comptables ainsi que les pièces justificatives qui accompagnent chaque dépense.

[52] Il soutient que la première fois qu'il demande à monsieur Mondou l'accès aux documents pour effectuer les vérifications, ce dernier lui mentionne qu'une chance qu'il le connaît sinon il le passerait par la fenêtre.

[53] Monsieur Mondou soutient n'avoir jamais tenu de tels propos, bien au contraire il lui a montré les entrées, les factures et les chèques émis ainsi que les reçus, tous brochés avec des trombones dans un « *binder* » accordéon.

[54] À son entrée en poste, il découvre que personne n'a vérifié les livres depuis 15 ans. Pour monsieur Mondou cela est totalement faux, les syndics et des firmes comptables ont toujours vérifié les livres comptables du Local. Jean-Pierre Groulx,

l'ancien président du Local, explique que les syndicats vérifiaient la conformité de l'état financier, des livres et des dépôts bancaires. Cela était vérifié tous les mois.

[55] Selon ses dires, le plaignant a été pendant les deux ans et demi qu'il a été en poste, le seul à vérifier les livres. Le plaignant affirme que c'est lui seul qui tous les mois, donnait le détail des vérifications et qui faisait un bilan. Cela est nié par monsieur Mondou qui affirme que le plaignant, au même titre que les deux autres syndicats, vérifiait les livres.

[56] Le plaignant a constaté une certaine anomalie dans les livres. Il y a selon lui un problème quant au kilométrage fait de la maison au bureau, pour lui c'est illégal. Il mentionnera qu'il ne s'agit pas de fraude et que ce n'était pas la fin du monde.

[57] Le nouvel exécutif requiert alors une vérification des salaires et des conditions de travail applicables aux gérants et agents d'affaires. On mandate une firme comptable qui a le mandat de vérifier les livres et de rechercher les anomalies.

[58] Selon le plaignant, la seule résultante du rapport de la firme comptable est la modification de la politique du paiement du kilométrage pour le personnel du Local.

[59] Monsieur Mondou soutient qu'une firme indépendante de Trois-Rivières a vérifié les livres. Il y a eu une mise au point quant au kilométrage pour les frais de déplacement. Une nouvelle méthode a simplifié la tâche pour la vérification et le contrôle des dépenses de kilométrage.

[60] Le plaignant affirme que monsieur Mondou et les agents d'affaires ne payaient pas leurs cotisations syndicales qui s'élèvent à environ 100 \$ par semaine. Contre interrogé, il déclare que la cotisation à laquelle il réfère est celle qui concerne les travailleurs de la construction. Par ailleurs, il confirme que messieurs Mondou, Imbeault et Gagnon ne travaillaient pas dans la construction avec leurs outils sur les chantiers. Par ailleurs, monsieur Mondou affirme qu'il n'a jamais été question de ces cotisations syndicales lors des exécutifs, c'est lors de l'audience qu'il entend cela pour la première fois.

[61] Au cours de son témoignage sur le sujet, le plaignant laisse entendre que deux personnes lui ont mentionné que le gérant et les agents d'affaires veulent qu'il accepte le nouveau poste d'agent d'affaires en raison de son travail de syndic. Ils lui ont dit : *« T'sais, Ken, ils veulent t'acheter parce qu'ils veulent te sortir des livres. »* Pour lui, on a voulu acheter son silence, il était trop un fardeau pour eux en raison de la vérification qu'il faisait.

[62] À la suite de l'obtention de son poste d'agent d'affaires, le plaignant est d'avis que les deux autres syndicats n'ont plus jamais révérifié les livres.

Popularité du plaignant

[63] Une autre raison pour laquelle le plaignant est certain d'avoir été congédié est sa popularité auprès des membres.

[64] En effet, il croit que quand il est devenu agent d'affaires le problème a vraiment débuté avec monsieur Gagnon. Il était son ami. Il le décrit comme une personne contrôlante et très prétentieuse. Il avance que ce dernier est allé voir monsieur Mondou quand il s'est aperçu qu'il commençait à prendre un peu plus de place dans le bureau.

[65] Pour le plaignant, le fait qu'il avait beaucoup plus d'amis que monsieur Gagnon et que ceux-ci se sont ralliés derrière lui, a rendu jaloux monsieur Gagnon. Il en a eu des échos de monsieur Imbeault qui lui aurait mentionné : « *Ken, fais attention à ta job. Claude, il est jaloux.* »

[66] Au début, le plaignant soutient que c'est au rythme d'environ deux fois par semaine qu'il se rend sur les chantiers en compagnie de monsieur Gagnon. Il rencontre les salariés et les entrepreneurs, le reste du temps il demeure au bureau pour faire de la référence de main-d'oeuvre. Quant à monsieur Gagnon, il dit s'être rendu sur les chantiers avec le plaignant seulement à deux ou trois reprises.

[67] Le plaignant déclare que dès les premiers mois, monsieur Gagnon a décidé de lui retirer l'accès aux chantiers. Il y avait beaucoup de tension. Il affirme que monsieur Gagnon aurait tenu des propos pour le dénigrer, à titre d'exemples il relate les suivants : « *Ken, il prend trop de place. Ken, il est pas bon avec les contracteurs. Ken, il me prend des hommes. Ken, il veut placer n'importe qui sur les chantiers, n'importe qui.* »

[68] Si le plaignant faisait de la référence, monsieur Gagnon essayait de placer son délégué sur le même chantier. Le plaignant en a parlé à maintes reprises à monsieur Mondou afin de trancher les litiges.

[69] Selon le plaignant, monsieur Gagnon a demandé aux entrepreneurs de ne pas l'appeler. En parlant de monsieur Gagnon, certains entrepreneurs lui auraient rapporté cela comme suit : « *Ken, je peux plus te parler, là, t'sais. Claude veut pas que je te parle, il veut que je t'adresse ... que je m'adresse directement à Claude.* »

[70] Monsieur Gagnon aurait fait circuler partout que le plaignant voulait le poste du gérant d'affaires et qu'avec l'aide de certains membres de l'exécutif du Local, il était en train d'essayer de faire un « *putsch* ».

[71] Puisqu'il était tellement devenu un fardeau dans le bureau, on lui a enlevé le téléphone cellulaire, son clavier d'ordinateur et on ne lui donnait pas l'accès à la photocopieuse. Pour lui, on le payait et on « *l'écoeurait* » pour qu'il lâche le travail de lui-même.

[72] Monsieur Gagnon qui est agent d'affaires depuis 1999 nie les allégations du plaignant. Il déclare que le plaignant avait été affecté à la région de Montréal pour venir lui donner un coup de main surtout au niveau de la référence, le placement. Cependant, ce n'est pas ce que le plaignant faisait. Il faisait un peu de placement, mais il s'occupait des membres et des délégués et cela, c'était son travail à lui. Il avait la certitude que le plaignant empiétait sur son travail. Il nie avoir bloqué le plaignant auprès des entrepreneurs, etc.

[73] Le plaignant affirme que la vraie raison de son congédiement, c'est qu'il prenait trop de place. Il était trop bien.

Le congrès de Las Vegas

[74] Le troisième motif qui soutiendrait son congédiement est toute l'histoire du congrès de 2005 à Las Vegas.

[75] En 2005, la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique tient son congrès. Ce dernier a lieu tous les cinq ans. Le nombre de délégués admissibles au congrès est fixé en fonction du nombre de membres dans les sections locales. Le Local avait droit à quatre délégués. Puisqu'il n'y a pas de débats en perspectives, monsieur Mondou suggère que seulement deux personnes y assistent, lui et monsieur Mathieu. Cette proposition est entérinée par l'exécutif.

[76] Monsieur Jean-Pierre Groulx relate que monsieur Mondou ne voulait pas que le plaignant participe au congrès. Présent lors de l'échange, René Mathieu, parlant du plaignant, aurait dit: « *Bien, il faut pas avoir honte, c'est un menteur.* »

[77] Jean-Pierre Groulx fait des vérifications au sujet des candidatures des délégués au congrès. Il consulte la procédure de nomination et se rend compte qu'en vertu de la constitution, l'avis qui devait être envoyé à Washington avant le 30 avril n'avait pas été respecté. Selon monsieur Groulx, monsieur Mondou a pensé que c'était le plaignant qui lui avait donné l'information à propos du nombre de délégués, alors qu'il l'avait découvert dans la revue *Le Carpenter*.

[78] Quelque temps après, étant donné les compressions déjà en place au Local, monsieur Mondou propose que le Local n'envoie aucun délégué au congrès de 2005. Cette proposition sera acceptée.

Signes avant-coureurs du congédiement

[79] Comme dernier point, le plaignant déclare que tout au long de son emploi, il y a eu des manifestations de signes précurseurs qui pointent dans la direction d'un congédiement.

[80] Il mentionne avoir reçu des appels ou eu des rencontres avec monsieur Imbeault durant lesquels il lui disait tout le temps: « *Ken, ton temps est compté. Mets de l'eau dans ton vin. Ils ne veulent plus t'avoir, ils ont trop peur de toi.* » Le plaignant déclare qu'à chaque fois que monsieur Mondou rendait visite à monsieur Imbeault et que sitôt la visite terminée, ce dernier l'appelait immédiatement pour lui faire les propos relatés précédemment. À trois ou quatre reprises, monsieur Imbeault lui dit: « *Ken, fais attention, on veut te crisser dehors. Fais attention, fais attention à ton poste, je sais pas qu'est-ce que tu fais, mais fais attention, parce qu'il veut te crisser dehors.* » Le plaignant, sans donner de nom, déclare que plusieurs personnes l'ont informé qu'on voulait le « *câlisser* » dehors.

[81] Monsieur Imbeault l'appelait aussi pour qu'il mette de la pression sur la secrétaire pour qu'elle fasse sa paie et son allocation de dépenses. Il lui disait que monsieur Mondou retenait sa paye. Par ailleurs, il mentionne n'avoir jamais eu de problèmes avec son chèque de paie. Elle est déposée dans son compte tous les mercredis. Il ne s'est jamais plaint que monsieur Mondou retenait ses allocations de dépenses.

[82] Monsieur Mondou confirme qu'une firme privée externe s'occupe de payes et des dépôts directs. Il n'a pas eu d'appel de monsieur Imbeault au sujet d'un problème de paye ni de remboursement d'allocations de dépenses.

[83] Questionné sur ces allégations concernant le poste du plaignant, monsieur Imbeault reconnaît avoir communiqué par téléphone avec le plaignant. Cependant, il nie avoir fait des rapports de visite de monsieur Mondou au plaignant. Il ne voit pas pourquoi il aurait fait ça. Comment aurait-il pu parler au plaignant que son poste était en danger puisque monsieur Mondou ne l'a jamais informé que le poste du plaignant serait aboli avant que cela ne se concrétise. D'ailleurs, lors des visites de monsieur Mondou, il ne parlait pas du plaignant.

[84] Le plaignant relate que lors d'une session de formation à Magog, monsieur Imbeault lui dit : « *Ken, Réjean me l'a redit encore, il veut essayer de te mettre dehors. Fais bien attention à toi. Fais bien attention...* » Toujours selon le plaignant, monsieur Imbeault lui mentionne que monsieur Gagnon est nerveux de l'influence que le plaignant a dans la région métropolitaine. Par ailleurs, lors de son témoignage, monsieur Imbeault nie avoir tenu les propos que lui impute le plaignant.

APRÈS LA FIN D'EMPLOI

[85] Lors de la dernière journée de travail du plaignant comme agent d'affaires, monsieur Gagnon requiert ses disponibilités. Ce dernier lui mentionne qu'il rappellera dans quelques semaines, parce qu'il serait en vacances payées. Le plaignant nie cette affirmation.

[86] Le 7 septembre 2005, monsieur Gagnon lui laisse un ou deux messages sur son répondeur pour du travail. Il n'a jamais eu de retour d'appel. Le 20 septembre suivant, il apprend que le plaignant est rendu à la FTQ-Construction.

[87] Le plaignant soutient avoir commencé son travail à la FTQ-Construction durant la première semaine de septembre. Il dit avoir été obligé de partir du Local parce qu'il n'avait aucun accès sur les chantiers. Il déclare avoir été « barré » des chantiers et ne pas avoir été capable de travailler. Monsieur Mondou affirme que cela est faux et qu'il a travaillé. Sa carte de travail démontre qu'entre les mois de juin et septembre, le Local l'a référé à des entrepreneurs pour du travail, soit CNC, AMNC Acier Argo, Berwil et Tyco.

[88] Le plaignant agit à titre de directeur du local 1981 pour la FTQ-Construction, un local qui couvre le même corps de métier que le Local.

[89] Monsieur Mondou déclare qu'à la suite de la mise à pied, le poste n'a jamais été pourvu. À la date des audiences, il est toujours gérant d'affaires. Claude Gagnon, Bruno Imbeault et Patrick Beauchesne agissent encore comme agents d'affaires. En juin 2006, Richard Marion est embauché comme agent de service. Il a remplacé René Mathieu qui a pris sa préretraite à cette période. Il y a toujours les deux secrétaires.

[90] Richard Marion fait les mêmes tâches que celles qu'effectuait René Mathieu, mais en plus, il fait de la référence de main-d'oeuvre. Monsieur Marion ne va pas sur les chantiers. Il s'agit en quelque sorte d'une fusion, faite en 2006, du poste de monsieur Mathieu et de certaines tâches que le plaignant accomplissait.

MOTIFS ET DÉCISION

LA QUESTION EN LITIGE

[91] La Commission doit décider de la nature de la fin de l'emploi du plaignant. Est-ce un congédiement ou un licenciement? Dans ce dernier cas, la compétence de la Commission se limite à vérifier si la décision de l'employeur est fondée sur des critères objectifs, impartiaux, en fonction des besoins de l'entreprise et que ceux-ci ne sont pas inspirés par des éléments subjectifs propres au plaignant, ou si elle cache, au contraire, un congédiement sans cause juste et suffisante.

LA CRÉDIBILITÉ DU PLAIGNANT ET SES PRÉTENTIONS

[92] Par ailleurs, la Commission n'accorde aucune crédibilité au plaignant. Il avance de théories qui ne sont supportées par rien. Son fonctionnement est simple, il lance des phrases incendiaires sans jamais être en mesure d'en prouver le contenu. Contre

interrogé sur ces affirmations, il amenuise ses propos ou ne fournit pas de preuve tangible.

[93] À titre d'exemple, il avance dans un premier temps que monsieur Mondou et les agents d'affaires ne payaient pas leurs cotisations syndicales. Contre interrogé, il explique que la cotisation à laquelle il réfère est celle qui s'applique aux travailleurs de la construction. Finalement, il doit concéder que messieurs Mondou, Imbeault et Gagnon n'ont pas à payer cette cotisation parce qu'ils ne travaillent pas dans la construction avec leurs outils sur les chantiers.

[94] Il y va aussi d'une théorie voulant qu'un complot soit à l'origine de la création du poste d'agent d'affaires en 2003. Selon ce qu'il avance, les dirigeants du Local lui auraient créé de toutes pièces un poste parce qu'on voulait l'écarter de ses tâches de syndic, et ce, parce qu'il avait découvert des malversations commises par ceux-ci. On a voulu acheter son silence.

[95] Cela ressemble à un scénario de film policier de série B. Cela n'est aucunement supporté par la preuve. Premièrement, la preuve est à l'effet qu'il n'y a eu aucune fraude, malversation ou quoi que ce soit qui se rapproche de ces qualificatifs. Le plaignant lui-même a avoué que le problème était une application d'une politique sur le kilométrage et : « *que ce n'était pas la fin du monde!* » Une firme comptable a confirmé le tout.

[96] La Commission ne voit pas en quoi alors il était si urgent, comme le plaignant le mentionne, de le sortir absolument de son rôle de syndic. Si tel était le cas, pourquoi le Local a attendu plus de 25 mois avant de mettre un terme à son emploi? Pourquoi attendre que le plaignant puisse bénéficier des dispositions de l'article 124 de la L.N.T. quand le Local aurait pu s'en départir après les premières semaines sans encourir le risque d'une plainte selon la L.N.T.? La position du plaignant est contraire à la logique et aux faits.

[97] Par ailleurs, la Commission ne le croit pas lorsqu'il affirme que les livres n'avaient pas été vérifiés depuis 15 ans et qu'il a été le seul des trois syndicats à faire les vérifications. Même son seul témoin, l'ancien président monsieur Groulx, a affirmé que tous les mois les syndicats vérifiaient la conformité de l'état financier, des livres et des dépôts bancaires. Cette version est corroborée par monsieur Mondou.

[98] Le plaignant prétend qu'une des raisons de son congédiement est sa popularité auprès des membres. Selon lui, la jalousie de monsieur Gagnon face à sa popularité n'a cessé de croître et amener ce dernier à propager la rumeur que le plaignant fomentait était un « *putsch* ». Encore là, cette affirmation n'est pas supportée par rien d'autre. Elle est niée par monsieur Gagnon. Selon lui, le plaignant devait lui donner un coup de main au niveau de la référence pas de prendre son travail à lui.

[99] Le plaignant déclare avoir reçu des appels ou eu des rencontres avec monsieur Imbeault au cours desquels ce dernier lui a clairement indiqué que l'on voulait le mettre dehors. Ce dernier voulait qu'il mette de la pression sur la secrétaire pour que sa paie et son allocation de dépenses soient préparées rapidement. Encore une fois, cela est contredit. Tout ceci est nié par monsieur Imbeault. Il n'a jamais eu de problèmes avec son chèque de paie, il ne s'est jamais plaint du fait que monsieur Mondou ait retenu ses allocations de dépenses.

[100] Le plaignant enchaîne en soutenant qu'en raison de sa popularité, il était devenu un fardeau dans le bureau. Conséquemment, on a voulu qu'il parte de lui-même. Pour le pousser dehors, on a graduellement cessé ses visites de chantiers, on lui a enlevé le téléphone cellulaire, son clavier d'ordinateur et on ne lui donnait pas l'accès à la photocopieuse.

[101] La Commission est d'avis que le plaignant n'a pas accepté de ne faire principalement que de la référence. Il voulait faire plus. Il a vu dans les gestes du Local ce qu'il voulait bien y voir. En effet, puisque sa tâche principale consistait à faire de la référence de main-d'œuvre au bureau, il est normal que la majeure partie de son temps soit consacrée au bureau. Par ailleurs, il n'était pas nécessaire d'assumer les coûts d'un téléphone cellulaire si les gens peuvent le rejoindre au bureau ou sur son téléavertisseur. Le plaignant n'a pas contredit qu'un ordinateur n'était pas nécessaire dans ses fonctions. Il a lui-même confirmé que le travail de référence de main-d'œuvre se fait manuellement avec des fiches fixées sur le mur.

[102] Quant au poste d'adjoint au CPQMC, son histoire est rocambolesque. Il déclare que monsieur Mondou annonce qu'un poste est disponible au CPQMC et du même coup que les dés sont pipés d'avance. Pourquoi prendre le temps de rechercher des candidatures si tel est le cas?

[103] Le plaignant est le seul à prétendre que sa candidature était soumise pour jouer une « game ». Toutes les personnes présentes au souper ont nié l'affirmation selon laquelle monsieur Mondou a dit que les dés étaient pipés et tous soutiennent qu'il n'a pas été question de jouer une « game ».

[104] La Commission croit que monsieur Mondou a pris conscience qu'il n'y avait pas assez de travail pour occuper le plaignant cinq jours par semaine et qu'il a eu, à la fin de l'année 2004, une discussion avec le plaignant. Ce dernier a très bien compris que ses jours étaient comptés. Le nouveau poste au CPQMC tombe à point. Toute la conduite du Local est conforme avec l'idée de permettre au plaignant d'obtenir le poste.

[105] En effet, en le gardant au travail cela augmentait ses chances d'avoir le poste. Le Local l'a soutenu dans sa démarche. Il y a eu des compressions, minces en effet, mais il y a eu des compressions au niveau des assurances afin de maintenir le plaignant en poste tout le temps du concours.

[106] Malheureusement, le plaignant n'a pas obtenu le poste. Le vendredi matin suivant, monsieur Mondou parle de problèmes financiers et lui annonce qu'il sera mis à pied. Le plaignant se dit surpris de cette annonce.

[107] La Commission s'explique mal son étonnement. En effet, puisqu'il l'avance qu'on lui a enlevé progressivement ses outils de travail, que monsieur Gagnon est jaloux de lui, que monsieur Imbeault lui a dit à de nombreuses reprises qu'on veut le mettre dehors, qu'on l'a averti que l'on voulait acheter son silence de syndic, on s'étonne de son étonnement! La Commission ne le croit tout simplement pas. Il savait que le Local l'avait gardé à son emploi jusqu'à la décision finale du CPQMC.

[108] Par la suite, contrairement à ce qu'il soutient, le plaignant n'a pas été barré sur les chantiers. Sa fiche de référence montre qu'entre les mois de juin et septembre, le Local l'a référé à des entrepreneurs pour du travail, soit CNC, AMNC Acier Argo, Berwil et Tyco. De nouveau, sa version ne tient pas la route. Il a décidé d'aller travailler pour la compétition.

LE DROIT

[109] Le Local est recherché comme employeur et non à titre de syndicat. Les prérogatives dévolues à un employeur s'appliquent en l'espèce. Le plaignant a fait grand état que le Local n'avait pas prouvé de difficultés économiques et qu'il n'avait pas mis de l'avant des critères impartiaux pour le choix du salarié visé par l'abolition de poste, en l'occurrence lui-même.

[110] La Commission ne retient pas ce point de vue. Dans l'affaire *Donohue inc. c. Simard*, D.T.E. 88T-819 (C.A.), la Cour d'appel définit le licenciement comme un « acte par lequel un employeur met fin d'une façon permanente au contrat de travail chez l'un, plusieurs ou l'ensemble des membres de son personnel pour des motifs d'ordre économique ou technique ». Un motif d'ordre économique n'est pas synonyme de difficultés financières. Un employeur qui procède à une réorganisation de son entreprise pour augmenter sa part de marché, donner un meilleur service et vouloir augmenter le nombre d'heures de travail de ses membres se qualifie pour un motif d'ordre économique. Il en va de même lorsqu'il constate qu'une abolition de poste est nécessaire en raison que les résultats escomptés par la réorganisation ne se concrétisent pas. Il n'a pas à attendre que les déficits et les problèmes soient importants pour décider d'agir.

[111] Dans *Zabartany c. Corporation Guess Canada*, 2006 QCCRT 0585, la Commission explique très bien qu'une abolition de poste peut se justifier même s'il n'y a pas de problème économique.

[68] Posons, d'entrée de jeu que, contrairement à ce que prétend le plaignant, des difficultés d'ordre économique ne sont pas essentielles pour justifier une abolition de poste ou le licenciement qui s'ensuit. Un licenciement peut survenir à

l'occasion d'une simple modification de l'entreprise, que l'on pense à l'abandon pur et simple d'une activité, sans nécessité budgétaire, ou à la fusion d'unités administratives qui entraînent nécessairement une redéfinition des fonctions et des structures. Une telle réorganisation, une mesure dite administrative, peut mener à une rupture du lien d'emploi qui sera qualifié de licenciement, puisqu'elle est reliée à des motifs d'ordre interne à l'entreprise, par opposition au congédiement qui est lié à des motifs personnels au salarié.

[69] Posons également qu'en semblable matière, le rôle de la Commission est de vérifier si les motifs au soutien de la réorganisation alléguée sont raisonnables ou s'ils ne camouflent pas plutôt un prétexte, l'employeur se servant ainsi de cette décision « administrative » pour, dans les faits, procéder au congédiement du salarié.

APPLICATION DES PRINCIPES AU PRÉSENT DOSSIER

[112] En l'espèce, le plaignant a été engagé en 2003 pour donner plus de services aux employeurs et aux membres. Il doit travailler en support avec à monsieur Gagnon pour la grande région de Montréal métropolitain. On veut améliorer le service envers les entrepreneurs de la région et augmenter le nombre d'heures de travail pour les membres. Cet objectif est fort louable.

[113] Le Local engage donc des déboursés en assurant un salaire et le remboursement de dépenses au plaignant. Dès 2004, monsieur Mondou s'aperçoit que la structure ne donne pas les résultats escomptés. Au débat, il a l'illusion qu'il y a une augmentation d'heures de travail pour les membres, cependant il n'y a pas eu d'augmentation significative d'heures. Il n'a pas été contredit.

[114] Par ailleurs, la Commission note que la preuve démontre qu'avant 2003 et après le départ du plaignant, le nombre de membres a toujours oscillé autour de 1 425. Donc il n'y pas eu d'augmentation du nombre de membres. Dans une petite entreprise, comme c'est le cas en l'espèce, il est souvent moins nécessaire d'avoir des données statistiques et comptables pour se rendre compte que l'objectif n'est pas atteint. En raison de la petite taille de l'organisation, monsieur Mondou relate que les heures de travail des salariés baissent, ceux-ci l'appellent et lui mentionnent que leur assurance-emploi est terminée et qu'ils n'ont plus de revenu. La fermeture de chantiers entraîne une réduction de référence de personnel. La Commission le croit.

[115] Le plaignant mentionne que les états financiers du Local comportent des bénéfices. La Commission constate que les cotisations des membres constituent les sources de revenus du Local et qu'annuellement elles ont très peu fluctué depuis l'engagement du plaignant. Les états financiers ne reflètent pas un accroissement significatif pouvant résulter d'une augmentation des heures de travail des membres.

[116] Par ailleurs, les rapports non contredits du comité exécutif révèlent qu'au moment de la mise à pied, les mois de février, mars et avril 2005 affichaient respectivement des déficits de 772 \$, 58 273 \$ et de 43 570 \$. La Commission en déduit qu'en début 2005, la situation financière n'est pas si florissante que le plaignant le prétend.

[117] La preuve non contredite est que le poste qu'occupait le plaignant n'a jamais été pourvu. De plus, en 2006, en raison d'une retraite, le Local a jumelé le poste d'agent de service avec certaines tâches de référence de main-d'œuvre.

[118] En l'espèce, la preuve testimoniale et documentaire démontre clairement que le licenciement est réel. Il est fondé en partie sur des motifs économiques et sur une initiative qui s'est avérée peu concluante. En effet, la création du poste d'agent d'affaires n'a pas eu les résultats escomptés. Le Local n'était pas obligé de voir sa situation financière périlcliter avant d'agir.

[119] S'il fallait discuter du choix du candidat, la Commission est d'avis que l'intimé a choisi la personne ayant le moins d'années de service au sein de l'entreprise. Dans la présente situation, ce choix s'avère approprié. La préservation de la structure organisationnelle viable du Local est réelle et non un prétexte pour camoufler un dessein illégal.

EN CONSÉQUENCE, la Commission des relations du travail

REJETTE la plainte de Ken Pereira.



Guy Roy

2009 QCCRT 0297

PAGE : 19

M^e Richard Mercier
LAPLANTE ET ASSOCIÉS
Représentant du plaignant

M^e Jean Beauregard
LAVERY DE BILLY S.E.N.C
Représentant de l'intimé

Date de la dernière audience : 29 juin 2009

/cb